

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET MINIER
Réf. à rappeler : DCVC-EIM-EM / n° 2004-333

Affaire suivie par M. Evrard
☎ 03.21.21.21.53

☎ 03.21.21.23.04
michel.evrard@pas-de-calais.pref.gouv.fr

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

COMMUNES DE PELVES ET BOIRY-NOTRE-DAME

EXPLOITATION D'UNE CARRIÈRE

SOCIÉTÉ PELMAT

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE REJET

1er avis à M. Le Chat
en la date de : 03/07/05
sur attestation
du 03/07/05
Le Directeur SC

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux extraits;

VU la circulaire du 2 juillet 1996 relative à l'application de l'arrêté ministériel précité;

VU la demande présentée par la société PELMAT, dont le siège social est situé Rue Montaigne – B.P. 7 – 62670 MAZINGARBE, à l'effet d'être autorisée à exploiter une carrière de limons et de craie sur le territoire des communes de PELVES et BOIRY-NOTRE-DAME;

VU les plans, documents et renseignements ainsi que l'étude d'impact joints à la demande précitée;

VU l'arrêté préfectoral du 17 mars 2003 portant ouverture d'une enquête publique sur l'exploitation dont il s'agit;

VU les certificats des maires constatant que la publicité nécessaire a été donnée à cette enquête publique;

VU l'avis de Mme le Commissaire-enquêteur;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de PLOUVAIN en date du 9 mai 2003;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de SAILLY-EN-OSTREVENT en date du 6 mai 2003;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de HAMBLAIN-LES-PRES en date du 5 mai 2003;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de TORTEQUESNE en date du 9 mai 2003;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de VIS-EN-ARTOIS en date du 5 mai 2003;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de ROEUX en date du 30 avril 2003;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de REMY en date du 25 mars 2003;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune d'ETAING en date du 22 avril 2003;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de MONCHY-LE-PREUX en date du 18 avril 2003;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de BIACHE-SAINT-VAAST en date du 28 mars 2003;

VU l'avis de M. le Directeur régional de l'Environnement en date du 26 mars 2003;

VU l'avis de M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 19 juin 2003;

VU l'avis de M. le Directeur départemental de l'Équipement en date du 16 avril 2003;

VU l'avis de M. le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 3 mars 2003;

VU l'avis de M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 24 février 2003;

VU les avis de M. le Chef de la Mission Inter-Services de l'Eau en date des 18 juillet 2003 et 13 août 2003;

VU l'avis de M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 19 octobre 2004;

VU l'envoi des propositions de l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire en date du 25 octobre 2004;

VU la délibération de la Commission départementale des Carrières du 5 novembre 2004, à la séance de laquelle le pétitionnaire était présent;

CONSIDERANT que l'Inspecteur des Installations Classées a constaté, lors de l'examen de la demande d'autorisation et de la réponse de la société PELMAT au Commissaire-enquêteur, que le dossier du pétitionnaire laisse apparaître de nombreuses lacunes et incohérences, à savoir:

- 1° - Les quantités susceptibles d'être extraites de l'excavation ne sont pas clairement fixées;
- 2° - Le contrat de forage n'est pas en adéquation avec la durée d'exploitation sollicitée;
- 3° - La remise en état envisagée n'est pas cohérente avec le contrat de forage;
- 4° - La composition de la société PELMAT et les responsabilités en son sein sont confuses (absence d'organigramme);
- 5° - La société PELMAT n'emploie personne, ce qui pose donc le problème de la désignation du directeur technique d'exploitation;
- 6° - La gestion des eaux pluviales est peu prise en compte dans le dossier de demande, la nécessité de consulter un hydrogéologue ayant été soulevée par la Mission Inter-Services de l'Eau;
- 7° - La problématique des transports de matériaux est mal appréhendée par le pétitionnaire, les accords pour l'utilisation de voies communales ou de la voie d'eau ne figurant pas au dossier;

CONSIDERANT qu'il ne peut être accordée une issue favorable à la demande de la société PELMAT;

VU l'envoi du projet d'arrêté de rejet à la société PELMAT en date du 22 novembre 2004;

VU la lettre du pétitionnaire en date du 2 décembre 2004;

VU la lettre de M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 17 décembre 2004;

VU l'arrêté préfectoral n° 04-10-254 du 15 novembre 2004 portant délégation de signature;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais;

ARRETE:

Article 1er :

La demande d'autorisation d'exploiter une carrière de limons et de craie sur le territoire des communes de PELVES et BOIRY-NOTRE-DAME, par la société PELMAT, est rejetée, aux motifs suivants :

- 1° - Les quantités susceptibles d'être extraites de l'excavation ne sont pas clairement fixées;
- 2° - Le contrat de foretage n'est pas en adéquation avec la durée d'exploitation sollicitée;
- 3° - La remise en état envisagée n'est pas cohérente avec le contrat de foretage;
- 4° - La composition de la société PELMAT et les responsabilités en son sein sont confuses (absence d'organigramme);
- 5° - La société PELMAT n'emploie personne, ce qui pose donc le problème de la désignation du directeur technique d'exploitation;
- 6° - La gestion des eaux pluviales est peu prise en compte dans le dossier de demande, la nécessité de consulter un hydrogéologue ayant été soulevée par la Mission Inter-Services de l'Eau;
- 7° - La problématique des transports de matériaux est mal appréhendée par la société PELMAT, les accords pour l'utilisation de voies communales ou de la voie d'eau ne figurant pas au dossier;

Article 2 – Délai et voie de recours (art. L 514-6 du Code de l'Environnement) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 3 – Publicité :

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairies de PELVES et BOIRY-NOTRE-DAME et peut y être consultée.

Le présent arrêté sera affiché en Mairies de PELVES et BOIRY-NOTRE-DAME pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par Mme le Maire de PELVES et M. le Maire de BOIRY-NOTRE-DAME.

Article 4 – Exécution :

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture du Pas-de-Calais, Madame le Maire de PELVES, Monsieur le Maire de BOIRY-NOTRE-DAME et Monsieur le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRAS, le 29 décembre 2004

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

Signé: Gilles GAUDICHE

Pour ampliation:

Pour le Préfet,
Le Secrétaire administratif délégué,



Ampliations destinées à :

- M. le Directeur de la société PELMAT
- Mme le Maire de PELVES et M. le Maire de BOIRY-NOTRE-DAME
- MM. les Maires de HAMBLAIN-LES-PRÈS, SAILLY-EN-OSTREVENT, ETAING, ETERPIGNY, RÉMY, VIS-EN-ARTOIS, MONCHY-LE-PREUX, FAMPOUX, ROEUX, PLOUVAIN, BIACHE-SAINT-VAAST.
- M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- M. le Directeur régional de l'Environnement
- M. le Chef du Service départemental de l'Architecture
- M. le Directeur départemental de l'Équipement
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- Dossier

